

 <p>Direction Générale Aménagement du Territoire et Développement durable Direction du Développement des Territoires et de l'Environnement Service mer et littoral Rédacteur : Laurent ESCAFFRE</p>	<p>Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (F.E.A.M.P.)</p> <p>Etat d'avancement en Région Provence-Alpes- Côte d'Azur</p> <p>Décembre 2017</p>
---	---

1) Etat d'avancement général :

► **Réunions du Comité Etat-Régions FEAMP** qui s'est réuni tous les mois à partir d'octobre 2016, au niveau politique, afin d'assurer un pilotage resserré de la mise en œuvre opérationnelle du FEAMP.

► **Ouverture des mesures :** 100 % des mesures nationales et régionales ouvertes.

► **Programmation :** commission de sélection nationale à six reprises à partir de septembre 2016 et sélection des premiers dossiers (**70 dossiers programmés pour les mesures nationales**). Les commissions de sélection régionales ont également commencé à se tenir: **18 CRP, 271 dossiers programmés en Régions + 60 dossiers PCS**. 10 % de l'enveloppe globale est programmée au 15 juin 2017 (en quelques mois et sur quelques mesures)

► **Paiement des premiers dossiers** (IFREMER et l'OP FROM nord) effectué fin 2016, pour un montant total de plus de 7 M€. Depuis, les paiements se sont poursuivis, avec un total de **14 M€ payés fin mai**.

► Le **système d'information OSIRIS**, nécessaire à l'instruction et au paiement des dossiers, est désormais opérationnel pour les mesures nationales, et pour les mesures régionales 36 outils sur 40 en cible sont fabriqués, 2 en cours et 2 restent à produire pour recevabilité (mesure 30 et 78 r) ;

► Toutes les **conventions de délégation de gestion** avec les organismes intermédiaires sont signées; les conventions (cadre et de paiement) avec l'ASP ont, quant à elles, été signées le 21/09/16.

► **La DPMA a été officiellement désignée comme AG** le 21 décembre 2016, sur la base de l'avis favorable rendu par la CICC le 15 décembre.

► Le **premier appel de fonds** a eu lieu le 17 mars, et un deuxième est intervenu le 7 juin, pour un total cumulé de plus de 14 M€.

► le **Plan national de communication et d'information du PO F.E.A.M.P.** : un Guide des bénéficiaires a été réalisé avec le concours des Régions.

Le cadre opérationnel est donc désormais largement en place. Il s'agit maintenant de le faire fonctionner.

D'une manière générale, on observe que l'élaboration, la validation des différents documents nécessaires à la mise en œuvre du F.E.A.M.P. (cadres méthodologiques nationaux, D.D.M.O., conventions cadres, instrumentalisation du logiciel OSIRIS...) ont pris plus de temps que prévu et annoncé initialement par la D.P.M.A. (finalisation pour fin décembre 2016).

Ces retards sont dus en partie aux nombreux échanges entre les différents services de la DPMA et les Régions, mais également à la complexité des procédures administratives imposées par l'autorité de gestion.

Pour exemple le déploiement du logiciel OSIRIS : Ce logiciel permet d'assurer le suivi de l'instruction des dossiers et surtout leur paiement.

La DPMA et l'Agence de Services et de paiement (ASP) sont chargés de paramétrer le logiciel pour chacune des mesures. Malgré ce qui avait été annoncé aux Régions, à la mi-décembre 2016, *seulement trois mesures régionalisées ont été priorisées (31,41,48) et le logiciel est en phase test de l'instrumentation sur la mesure 31.*

► **Présentation des travaux initiés sur la révision de la maquette financière régionale :**

Pour la DPMA, l'enjeu de la révision n'est pas une révision à mi-parcours mais d'avantage une correction de la maquette pour abonder les mesures qui en ont besoin. Il s'agit de pouvoir recentrer les crédits sur les mesures qui fonctionnent (besoins réels), et donc de **réviser la maquette, sans pour autant avoir à réviser substantiellement le PO**. Cela suppose de pouvoir disposer de marges de manœuvre au sein des équilibres contraints des priorités et des OT du PO. Il apparaît d'ores et déjà que les besoins des Régions portent principalement sur les mesures 43 (investissements dans les ports), 48 i et j (investissements en aquaculture), 51.1 (potentiel aquacole) et 69 (investissements pour la transformation), qui seront vraisemblablement en sur-consommation. *A contrario*, les mesures 31 (installation jeunes pêcheurs), 41 (efficacité énergétique), 32 (santé et sécurité), 38 (incidence effort de pêche), 42 (qualité des produits) seront très certainement en sous-consommation, du moins dans plusieurs Régions.

Les besoins pour les mesures nationales concernent principalement les mesures 28 (partenariats scientifiques-pêcheurs), 77 (collecte des données), 66 (PPC) pour la pêche, 56a (aquaculture / santé animale), 57 (dispositifs assurantiels), 47 (innovation) pour l'aquaculture. *A contrario*, les mesures 34 (plan de sortie de flotte) et 39 (innovation ressources) devraient être en sous-consommation.

Les travaux seront organisés en vue d'une validation de la maquette révisée par le CNS de printemps 2018.

Propositions de révision de la maquette financière régionale (Cf. annexe 1) :

Compte tenu des recommandations de la D.P.M.A., (pas de possibilités de transferts entre priorités, pas d'ouvertures de nouvelles mesures,) il a été proposé **une modification de la maquette concernant uniquement la priorité 1 « Pêche » avec un transfert d'une partie des crédits F.E.A.M.P. de la mesure 31 « installation des jeunes » vers la mesure 43.1 « Ports de pêche, sites de débarquement, halle de criée et abris ».**

Concernant la mesure 31, suite à l'appel à projet lancé par la Région en décembre 2016 pour l'année 2017, seulement deux dossiers ont été déposés (4 pêcheurs n'ont pas fait la démarche car ils étaient inéligibles par rapport aux critères fixés par le règlement : âge du navire ou âge du pêcheur).

En l'état actuel, il est clair que nous n'atteindrons pas les objectifs initiaux fixés sur cette mesure (48 dossiers pour atteindre le seuil des 500 000 € d'ouverture de la mesure) et qu'elle sera en sous-consommation d'ici la fin du programme. Il est donc proposé de laisser la mesure toutefois ouverte, vis-à-vis des professionnels régionaux, mais avec une enveloppe de 100 000 € de crédits F.E.A.M.P. (soit une contrepartie régionale à apporter de 33 333 €).

A noter d'autre part, que si l'enveloppe venait à être consommée, la Région pourrait alors satisfaire aux demandes des professionnels sur la base de son Régime cadre exempté de notification n°43721, adopté à cet effet en 2015.

La mesure 43.1 serait ainsi abonder de 440 00€, passant l'enveloppe de crédits F.E.A.M.P. à 1 239 200 €. Sur cette mesure dont l'appel à projet sera lancé en décembre 2017, les projets et dossiers déjà identifiés permettent d'envisager une consommation totale de l'enveloppe d'ici la fin du programme.

Pour les autres priorités, il n'y a pas d'intérêts à ce jour à modifier les montants des mesures. Il y a suffisamment de dossiers en stock pour consommer les enveloppes. Avec un petit bémol pour la mesure D.L.A.L. où du fait du mode de gouvernance instauré, il est assez délicat d'anticiper les dossiers à venir.

Les deux G.A.L.P.A. commencent seulement depuis cet été la sélection des projets (suite aux conventions d'application Région/G.A.L.P.A. du mois de mars/juillet).

On peut déjà envisager toutefois sur cette mesure une montée en puissance dès 2018 de la programmation des dossiers (avec une difficulté avérée pour les structures porteuses à passer le cap de cette année 2017 en terme de trésorerie et de soutien des organismes bancaires).

La mise en place du réseau national pour le DLAL (Pilotage Région Bretagne) :

La coordination de ce réseau, initialement prévue au niveau national par la DPMA, est transféré à la Région Bretagne, à la demande des Régions. Ce transfert nécessite de modifier le PO, y compris la maquette financière. Ainsi, il a été acté lors du dernier Comité National de Suivi du 23/06/2017 :

- Le transfert de 200 000 € d'assistance technique nationale FEAMP aux régions pour l'animation du réseau national DLAL.
- De retenir l'hypothèse haute d'un financement total à hauteur de 420 000,00 € est retenue. (Pour information, le réseau national de l'axe 4 « PACTE » avait un budget de 400 000 € au total (50 000 € par an), alors qu'il y avait deux fois moins de GALPA (11 Galpa)

		Structure	Montant
75%	FEAMP - assistance technique nationale	DPMA	200 000 €
	FEAMP - assistance technique régionale	Régions	115 000 €
25%	Contreparties	Région Bretagne	105 000 €

- L'Accord technique a priori sur les modalités de mise en oeuvre financières : L'option de réorienter une partie des maquettes régionales vers la maquette d'assistance technique bretonne est retenue pour des raisons de simplicité de la procédure administrative, notamment au vu des montants peu importants.

Contribution régionale selon l'enveloppe régionale dédiée au DLAL (sur la base du scénario 420 000€ - hors Bretagne)				
Région	Enveloppe financière DLAL	%	Contribution	Contribution/an
Hauts-de-France	2 000 000 €	15%	17 162 €	4 290 €
Normandie	2 125 000 €	16%	18 234 €	4 559 €
Nouvelle Aquitaine	3 800 000 €	28%	32 607 €	8 152 €
Occitanie	2 429 751 €	18%	20 849 €	5 212 €
Provences-Alpes-Côte d'azur	2 255 000 €	17%	19 350 €	4 837 €
Corse	592 084 €	4%	5 081 €	1 270 €
Guadeloupe	200 000 €	1%	1 716 €	429 €
	13 401 835 €	100%	115 000 €	28 750 €

⇒ **Un courrier Régions de France / Bretagne a été transmis post CNS pour validation politique de chaque Région.**

Il convient de noter que la maquette régionale fera l'objet d'une modification de son ATr avec un transfert de 19 350 € vers l'ATr de la Région Bretagne au titre du financement du réseau national du DLAL.

La révision de la maquette régionale devra acter cette diminution de l'ATr à la marge si on considère le montant total de l'enveloppe régionale dédiée à l'Assistance Technique au profit de la Région. Il faut noter également que cette diminution de l'ATr n'aura pas d'impact sur les opérations financées par les crédits FEAMP sur les mesures dédiées aux entreprises régionales du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

2) Point d'avancement spécifique à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

2.1) Au niveau administratif :

Suite à la délibération n°16-329 en date du 24 juin 2016, **la Région a adopté la convention autorité de gestion / organisme intermédiaire de l'autorité de gestion**. A ce titre, la Région est amenée à gérer une enveloppe globale de 6 704 361€ de crédits F.E.A.M.P. Les contreparties nationales s'élèvent à 3 851 454 €. La maquette financière a été adoptée par délibération n°16-83 du 8 avril 2016.

- Par délibération n°17-102 en date du 17 mars 2017, la Région a adopté la convention concernant la gestion en paiement dissocié par l'Agence de services et de paiement du cofinancement par le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du programme opérationnel Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche pour la programmation 2014-2020 ;
(Face aux retards et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre du processus, essentiellement liées au déploiement du logiciel OSIRIS (sans lequel aucun engagement F.E.A.M.P. n'est possible), la Région a opté pour un conventionnement en paiement dissocié en phase transitoire, en attendant de disposer d'un logiciel de suivi et de gestion opérationnel. Cette solution ayant pour objectif de permettre d'engager rapidement les contreparties régionales sur les premières opérations programmées).

- Par délibération n°17-101 en date du 17 mars 2017, la Région a approuvé la convention Région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Groupe d'action locale pour la pêche et l'aquaculture (G.A.L.P.A.) « des îles aux calanques » ;
- Par délibération n°17-521 en date du 07 juillet 2017, la Région a approuvé la convention Région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Groupe d'action locale pour la pêche et l'aquaculture (G.A.L.P.A.) « Esterel-Côte d'azur » ;
- Par délibération n°17- en date du 20 octobre 2017, la Région a approuvé la nouvelle version de la convention-type relative à l'attribution d'une aide financière du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (F.E.A.M.P.) ;

A ce jour toutes les délibérations cadre pour la mise en œuvre des opérations dans le cadre du FEAMP ont été prises.

2.2) au niveau opérationnel :

Concernant les modalités de mises en œuvre des différentes mesures liées aux différents fonds européens dont elle à la gestion, la Région a fait le choix de procéder par le lancement d'un appel à propositions annuel, se reportant à un calendrier de programmation préalablement défini.

A ce titre et compte tenu de l'avancée des travaux sur l'ouverture des mesures régionalisées, la Région a procédé lors de son Assemblée plénière du 16 décembre 2016 au lancement des appels à propositions, concernant quatre mesures, en vue de procéder à la sélection des opérations correspondantes pour l'année 2017 (le calendrier de sélection prévoyait trois dates de dépôt des dossiers sur l'année).

Pour l'année 2018, il est prévu de lancer un nouvel appel à propositions lors de la commission permanente du 15 décembre 2017.

Il s'agit en l'occurrence des mesures 31 (l'aide à la création d'entreprises pour les jeunes pêcheurs), 43.1 (Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris) 48.1.a (investissements productifs dans l'aquaculture), 51.1.b (l'aide à l'amélioration et au développement des sites aquacoles (installations, infrastructures) et 69 (transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture).

Suite au lancement des appels à propositions les dossiers déposés et éligibles pour les différentes mesures ont fait l'objet d'une présentation et sélection au niveau des 4 Comité Régionaux de programmation Inter-fonds durant l'année 2017, à savoir : le 05/05, 20/10, 29/09 08/12.

Tableau récapitulatif des montants FEAMP des opérations sélectionnées en 2017 :

Mesure FEAMP	Montant total des opérations sélectionnées
Mesure 31	0,00 €
Mesure 43.1 et 3	0,00 €
Mesure 48.1.a,b,c,d,f,g,h – 4811	82 136,20 €
Mesure 51,1 b à d	0,00 €
Mesure 62,1,a	25 000,00 €
Mesure 63	252 689,67 €
Mesure 64	0,00 €
Mesure 69	467 497,30 €
Mesure 78R	0,00 €
PACA	827 323,17 €

La mesure 48 a fait l'objet d'engagements concernant des dossiers de producteurs de spiruline et d'un éleveur de truites.

La mesure 69 a été quasiment consommée dans son intégralité par un projet de filetage et de transformation d'anguilles sur la commune d'Arles.

La mesure 51 verra vraisemblablement sa consommation initiée en 2018 par la première phase d'un dossier de restructuration de site mytilicole, le demandeur étant la Coopérative aquacole de Port Saint Louis du Rhône, qui souhaite rénover les parcs de la zone de production de Carteau.

2.3) Cas spécifique du Développement Local mené par les acteurs Locaux (D.L.A.L.) :

Parmi les mesures régionalisées, il est prévu de soutenir le développement durable des zones tributaires de la pêche et de l'aquaculture dans le cadre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux (D.L.A.L.), conformément à l'article 32 du règlement (U.E.) n° 1303/2013.

Le D.L.A.L. est mis en œuvre par les G.A.L.P.A (Groupe d'Action Local pour la Pêche et l'Aquaculture) ; ceux-ci sont sélectionnés par les Régions (Organisme Intermédiaire).

Au niveau régional, l'appel à candidatures pour sélectionner les groupes a été lancé suite à la délibération n°16-83 du 8 avril 2016 du Conseil régional.

Après examen des dossiers de candidatures lors du Comité de sélection réuni le 20 juin 2016, deux groupes ont été retenus, il s'agit du :

- « G.A.L.P.A. des îles aux Calanques » porté par le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le siège est situé à Marseille (budget de deux millions d'euros d'aides publiques) ;
- « G.A.L.P.A. Estérel Côte d'Azur » porté par l'Association pour la Pêche et les Activités Maritimes (A.P.A.M.), dont le siège est situé à Saint-Raphaël (budget de deux millions cinq cents mille euros d'aides publiques).

Cette sélection a officiellement été adoptée par la Région par délibération n°16-329 en date du 24 juin 2016.

En 2017, Une convention établie entre la Région (organisme intermédiaire) et les G.A.L.P.A. a formalisé leurs obligations au titre du D.L.A.L.

A noter que ce processus de conventionnement ne pouvait intervenir qu'après la signature de la convention entre l'Etat, autorité de gestion, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur la désignant comme organisme intermédiaire du P.O. F.E.A.M.P. 2014-2020, soit le 07 septembre 2016. Que d'autre part, le modèle de convention Région / G.A.L.P.A. a été validé officiellement par la D.P.M.A. au mois de décembre 2016 et n'a pu être présentée en Assemblée plénière du Conseil régional que début 2017.

A ce jour, ont été sélectionnées les opérations liées à la mise en œuvre de « l'aide préparatoire » pour les deux structures, les dossiers « d'animation et fonctionnement » des deux structures porteuses pour les exercices 2016/2017 ; ainsi que trois opérations liées à la mise en œuvre de la stratégie de développement local pour le GALPA « des Iles aux calanques ».

La mise en place du réseau national pour le DLAL (Pilotage Région Bretagne) :

La coordination de ce réseau, initialement prévue au niveau national par la DPMA, est transféré à la Région Bretagne, à la demande des Régions. Ce transfert nécessite de modifier le PO, y compris la maquette financière.

Ainsi, il a été acté lors du dernier Comité National de Suivi du 23/06 /2017 :

- Le transfert de 200 000 € d'assistance technique nationale FEAMP aux régions pour l'animation du réseau national DLAL.
- De retenir l'hypothèse haute d'un financement total à hauteur de 420 000,00 € est retenue. (Pour information, le réseau national de l'axe 4 « PACTE » avait un budget de 400 000 € au total (50 000 € par an), alors qu'il y avait deux fois moins de GALPA (11 Galpa)

		Structure	Montant
75%	FEAMP - assistance technique nationale	DPMA	200 000 €
	FEAMP - assistance technique régionale	Régions	115 000 €
25%	Contreparties	Région Bretagne	105 000 €

- L'Accord technique a priori sur les modalités de mise en oeuvre financières : L'option de réorienter une partie des maquettes régionales vers la maquette d'assistance technique

bretonne est retenue pour des raisons de simplicité de la procédure administrative, notamment au vu des montants peu importants.

Contribution régionale selon l'enveloppe régionale dédiée au DLAL (sur la base du scénario 420 000€ - hors Bretagne)				
Région	Enveloppe financière DLAL	%	Contribution	Contribution/an
Hauts-de-France	2 000 000 €	15%	17 162 €	4 290 €
Normandie	2 125 000 €	16%	18 234 €	4 559 €
Nouvelle Aquitaine	3 800 000 €	28%	32 607 €	8 152 €
Occitanie	2 429 751 €	18%	20 849 €	5 212 €
Provences-Alpes-Côte d'azur	2 255 000 €	17%	19 350 €	4 837 €
Corse	592 084 €	4%	5 081 €	1 270 €
Guadeloupe	200 000 €	1%	1 716 €	429 €
	13 401 835 €	100%	115 000 €	28 750 €

⇒ Un courrier Régions de France / Bretagne a été transmis post CNS pour validation politique de chaque Région.

Il convient de noter que la maquette régionale fera l'objet d'une modification de son ATr avec un transfert de 19 350 € vers l'ATr de la Région Bretagne au titre du financement du réseau national du DLAL.

La révision de la maquette régionale devra acter cette diminution de l'ATr à la marge si on considère le montant total de l'enveloppe régionale dédiée à l'Assistance Technique au profit de la Région. Il faut noter également que cette diminution de l'ATr n'aura pas d'impact sur les opérations financées par les crédits FEAMP sur les mesures dédiées aux entreprises régionales du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Prochaines échéances 2018 :

- Lancement des appels à propositions 15 décembre 2017 sur les différentes mesures régionalisées (hors DLAL),
- Révision de la maquette financière avec l'adoption de la nouvelle maquette en assemblée plénière (février/mars),

ANNEXE 1



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



REVISION DE LA MAQUETTE FINANCIERE
PAR PRIORITES ET PAR MESURES, DU PLAN DE FINANCEMENT
DE LA SUBVENTION GLOBALE REGIONALE

			2014-2020										
N° mesure	Intitulé de la mesure	niveau	enveloppe FEAMP	taux de cofin. théorique (%)	besoins en CPN	total aides publiques théorique	TOTAL CPN	Total Etat	CPN 205/pêche	CPN autres Etat	Total collectivités	CPN Régions	CPN autres collectivités
	TOTAL régions littorales		6 685 011 €	63%	3 845 004 €	10 530 015 €	3 851 454 €	781 839 €	781 839 €	0 €	3 069 615 €	3 069 615 €	0 €
	Total "DD" + As Tech		6 685 011,00 €	63%	3 845 004 €	10 530 015 €	3 851 454 €	781 839 €	781 839 €	0 €	3 069 615 €	3 069 615 €	0 €
27	Services de conseil	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
30	Diversification et nouvelles formes de revenu	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
31	Aide à la création d'entreprise pour les jeunes pêcheurs	R	100 000 €	75%	33 333 €	133 333 €	33 333 €	0 €			33 333 €	33 333 €	
32	Santé et sécurité	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
38	Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
41.1.a (moteurs)	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (motorisation)	R		50%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
41.1. a et b (hors moteurs)	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (investissements à bord hors motorisation / audits et programmes)	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
41.1.c	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (études nouveaux systèmes de propulsion ou coque)	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
42	Valeur ajoutée, qualité des produits et utilisation des captures non désirées	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
43.1	Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris	R	1 239 200 €	75%	413 067 €	1 652 267 €	413 067 €	270 000 €	270 000 €		143 067 €	143 067 €	
43.2	Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
43.3	Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
48.1.a,b,c,d,f,g,h	Investissements productifs en aquaculture	R	761 247 €	75%	253 749 €	1 014 996 €	253 749 €	181 839 €	181 839 €		71 910 €	71 910 €	
48.1.e,j	Investissements productifs en aquaculture	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	
48.1.k	Investissements productifs en aquaculture	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
49	Services de gestion, remplacement et conseils pour les exploitations aquacoles	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
50.c	Promotion du capital humain et de la mise en réseau en aquaculture / mise en réseau	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
51.1.b, c et d	Augmentation du potentiel des sites aquacoles / installation et infrastructures & actions pour éviter les dommages & détection des maladies et mortalités	R	780 000 €	75%	260 000 €	1 040 000 €	260 000 €	130 000 €	130 000 €		130 000 €	130 000 €	
52	Installation en aquaculture - respect des principes du développement durable	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	
53	Conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
54	Aquaculture fournissant des services environnementaux	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
62, 63, 64	Développement local mené par les acteurs locaux	R	2 425 000 €	50%	2 425 000 €	4 850 000 €	2 425 000 €	100 000 €	100 000 €		2 325 000 €	2 325 000 €	
68.b	Mesures de commercialisation / recherche de nouveaux marchés et amélioration des conditions de mise sur le marché	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	
68.c	Mesures de commercialisation / promouvoir la qualité et la valeur ajoutée	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
68.e	Mesures de commercialisation / traçabilité des produits	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
68.f	Mesure de commercialisation / élaborer des contrats types pour les PME	R		75%	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €		
69	Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture	R	502 500 €	75%	167 500 €	670 000 €	167 500 €	100 000 €	100 000 €		67 500 €	67 500 €	
78R	Assistance technique	R	877 064 €	75%	292 355 €	1 169 419 €	298 805 €	0 €			298 805 €	298 805 €	
70	Régime de compensation des surcoûts dans les RUP	R											

Mesures fermées au niveau national